

NOS PERSPECTIVES POUR LA COP21 : UNE ÉNERGIE 100 % RENOUVELABLE POUR TOUS

Greenpeace, novembre 2015

Après des mois de réunions et de négociations, la Conférence sur le climat (COP21) est sur le point de démarrer à Paris, alors que la ville vient d'être frappée par de terribles attentats qui ont coûté la vie à de nombreuses personnes et révélé les failles profondes de notre système.

La COP21 est l'occasion pour les dirigeants du monde entier de faire preuve d'unité face aux changements climatiques, qui constituent une grave menace pour tous. La nécessité de lutter contre le dérèglement du climat fait désormais consensus à l'échelle mondiale. Le président américain Barack Obama et son homologue chinois Xi Jinping se sont engagés à être présents à Paris pour l'ouverture de la conférence. Christiana Figueres, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), affirme qu'un accord sera conclu. Mais quel genre d'accord exactement ? Qu'est-ce qui va changer ?

La Conférence de Paris est une occasion que doivent saisir les dirigeants pour rendre le monde meilleur, mais c'est n'est pas la fin du chemin. L'accord de Paris ne sera qu'une étape, certes importante, sur la route qui doit nous mener à 100 % d'énergies renouvelables pour tous, à une transition énergétique juste et équitable qui ne laisse personne sur le bord du chemin.

De nombreux signes montrent que cette transition est déjà en marche, et que les énergies renouvelables vont devenir la principale source d'énergie au cours du siècle. Elles fournissent déjà 22 % de l'électricité à l'échelle mondiale (chiffre 2013) et se développent rapidement, notamment grâce à la baisse de leurs coûts et aux progrès technologiques. Le nucléaire ne représente que 10% de l'électricité mondiale, et les investissements au niveau mondial sont 15 fois plus importants dans les renouvelables que dans le nucléaire. La consommation de charbon semble s'être stabilisée en 2014, et 2015 devrait marquer un tournant historique dans le déclin de cette énergie sale.

Au cours des semaines précédentes, les responsables politiques et économiques semblent avoir pris conscience des enjeux :

- La Chine et les Etats-Unis partagent les mêmes ambitions pour la COP21. La Chine s'est notamment engagée à verser 3,1 milliards de dollars en faveur des financements climatiques. Cet engagement de la part d'une économie émergente est de bon augure en ce qui concerne la répartition des efforts.
- L'ONU a adopté des Objectifs de développement durable (ODD), dont l'un consiste à garantir une énergie durable pour tous en augmentant considérablement la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial, en mettant un terme à la déforestation d'ici à 2020 et en prenant des mesures de toute urgence pour lutter contre les changements climatiques et leurs impacts.

- Un nombre de plus en plus importants d'entreprises passent à une énergie 100 % renouvelable et demandent la conclusion d'un accord ambitieux à Paris.

En septembre, Greenpeace, en collaboration avec le Centre spatial allemand, a publié un rapport sur la [\[R\]évolution énergétique](#), démontrant qu'il est possible et rentable d'atteindre 100 % d'énergies renouvelables pour tous d'ici à 2050, à condition de prendre les bonnes décisions politiques.

Dernièrement, l'industrie des combustibles fossiles a subi plusieurs revers importants.

La compagnie pétrolière Shell a annoncé qu'elle renonçait à chercher du pétrole dans l'Arctique et se retire de projets d'exploitation des sables bitumineux au Canada. En octobre, le président Obama a pris une décision historique en rejetant le projet d'oléoduc Keystone XL, invoquant la nécessité de ne pas extraire davantage de combustibles fossiles. L'Alberta a annoncé vouloir plafonner les émissions liées aux sables bitumineux, avortant ainsi tout nouveau projet d'expansion.

Les technologies ont déjà révolutionné notre monde à plusieurs reprises. Internet, les téléphones portables... L'abandon des énergies fossiles au profit des énergies renouvelables pourrait tout aussi bien transformer nos vies. Les dirigeants qui seront présents à Paris ont la responsabilité d'accélérer cette transformation, dans l'intérêt de tous.

Engagements des pays

Les contributions prévues déterminées au niveau national (INDC) sont des éléments clés de l'accord de Paris car elles permettront d'obtenir des réductions immédiates et importantes des émissions.

Jusqu'à présent, environ 160 États représentant près de 90 % des émissions mondiales ont soumis leur contribution. Ces engagements, à condition bien sûr d'être réalisés, pourraient avoir un impact considérable sur la hausse prévue des émissions de gaz à effet de serre. Cependant, ils ne permettront pas d'éviter une augmentation des températures de l'ordre de 3,5 °C. Même la fourchette basse des prévisions établies à partir des INDC, à savoir un réchauffement de 2,7 °C, correspond à une augmentation des températures près de deux fois supérieure à ce que les pays les plus vulnérables considèrent comme la hausse maximale au-delà de laquelle leur survie est compromise.

Le statut juridique qu'auront les INDC à la COP21 n'est pas clair, et 25 % d'entre eux sont de toute façon liés au financement des pays riches. Les INDC restent l'un des points les plus épineux des négociations.

Que doit prévoir l'accord de Paris ?

L'accord de Paris doit montrer la voie vers une transition juste et équitable vers 100 % d'énergies renouvelables pour tous, sans laisser personne sur le bord de la route. Il doit être le déclencheur d'une série de mesures qui permettront de diminuer les émissions à un rythme bien plus rapide que celui prévu par les INDC, de protéger les forêts, de renforcer l'adaptation et de maintenir la hausse moyenne des températures à 1,5 °C.

Selon nous, voici les points clés d'un accord de Paris ambitieux :

Un objectif de long terme audacieux, pour parvenir à « zéro émission » de carbone en 2050 en éliminant progressivement les énergies fossiles et en mettant en place une transition juste et équitable vers 100 % d'énergies renouvelables, en excluant toute fausse solution comme le nucléaire. L'accord de Paris doit marquer la fin de l'ère fossile et accélérer la transition vers 100 % d'énergies renouvelables. Il doit envoyer un message clair et convaincant aux responsables politiques et économiques pour qu'ils mettent un terme aux investissements en faveur des énergies sales. Il doit expliciter clairement qu'il est urgent de passer aux énergies renouvelables et bannir toute formulation vague comme « économies bas-carbone » ou encore « neutralité climatique ».

Des mesures de court terme ambitieuses : les engagements doivent être revus à la hausse tous les cinq ans après la conférence de Paris. Tous les engagements pris par les pays doivent correspondre à des cycles de cinq ans, au bout desquels ils seront impérativement renforcés. Avant que les INDC ne deviennent des engagements définitifs, ils doivent être examinés et renforcés si nécessaire. Le premier cycle doit commencer juste après la conférence de Paris pour permettre de combler l'écart qui existe actuellement entre les contributions proposées et l'objectif de limitation de la hausse des températures, de façon à ce que les engagements définitifs de la première période d'engagement (2021-2025) soient à la hauteur des enjeux. Cela contraindra les États à prendre des mesures précoces, découragera les investissements dans les projets fortement émetteurs de CO₂ et favorisera les avancées technologiques dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Des mesures fortes en faveur de l'adaptation, du financement et des « pertes et dommages ». L'accord de Paris doit reconnaître que plus les mesures d'atténuation seront faibles, plus les besoins en matière d'adaptation et de compensation pour « pertes et dommages » seront importants, notamment en ce qui concerne les financements. Le niveau de soutien et de compensation doit répondre au besoin des pays vulnérables et au niveau de réchauffement actuellement prévu. Une feuille de route doit être établie pour définir les modalités qui permettront d'atteindre un engagement de 100 milliards de dollars pour les finances climatiques d'ici à 2020, en prévoyant clairement que ces contributions devront augmenter après 2020.

L'accord devra être juridiquement contraignant, et définir des règles de comptabilisation communes pour l'atténuation et les financements, de façon à contraindre les dirigeants à prendre des mesures concrètes, et à réduire le risque de retour en arrière lié aux changements politiques.

La transparence est la clé pour garantir une bonne mise en œuvre. L'évaluation des engagements ainsi que le suivi de leur mise en œuvre doivent répondre à une procédure transparente, menée par des experts. Cette procédure devra garantir que les pays sont tenus de revoir et d'améliorer leurs engagements ou leurs actions pour tenir leurs promesses.

Les subventions et les investissements en faveur des énergies fossiles doivent cesser. Tous les États et les banques de développement doivent s'engager à tout faire pour que les subventions et les investissements en faveur des énergies fossiles soient réorientés vers les énergies propres et renouvelables. L'accord de Paris devra mentionner explicitement cette réorientation pour envoyer un signal fort aux acteurs économiques.

La protection des forêts. Les mesures de protection et de restauration des forêts ne doivent en aucun cas permettre de compenser les émissions de CO₂ liées au secteur de l'énergie, ce qui reviendrait à laisser libre cours à la consommation d'énergies fossiles. L'inclusion des émissions dues au changement d'affectation des sols dans l'accord de Paris doit soutenir la réalisation de l'ODD sur la protection des forêts, qui prévoit de stopper la déforestation et à restaurer les forêts dégradées d'ici à 2020 en vue de garantir, à l'horizon 2050, des forêts mieux protégées, plus vastes et en meilleure santé.

Il faut que les émissions commencent à décroître avant 2020. Avec le déclin de la consommation de charbon et l'essor des énergies renouvelables, en particulier en Chine, il est fort probable que les émissions mondiales de CO₂ atteignent leur niveau maximum au cours des cinq prochaines années. À Paris, les responsables politiques et économiques doivent prendre les décisions pour que cette probabilité devienne une certitude. Plus vite nous passerons à 100 % d'énergie renouvelable, plus la transition sera facile et moins elle sera coûteuse.

Contacts communication Greenpeace France, dans l'enceinte du Bourget, et en lien avec les mobilisations extérieures:

Romina Sanfourche 06 46 90 21 03

Isabelle Philippe 06 73 89 48 90